

BANQUE MONDIALE

mobilisation record de capitaux privés, l'Afrique passe à 22 milliards de dollars

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **23 sept. 2026 à 10:51**



Le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé 112 milliards de dollars de capitaux privés au cours de son exercice 2026, contre 35 milliards quatre ans auparavant. Avec ses propres financements, le volume total des financements et des capitaux mobilisés dans les économies en développement a dépassé 200 milliards de dollars. L'Afrique figure parmi les régions ayant enregistré la plus forte progression.

La mobilisation du capital privé prend une place croissante dans la stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour financer le développement. Dans un communiqué publié le 17 septembre 2026 à Washington, l’institution indique avoir mobilisé 112 milliards de dollars de capitaux privés au cours de l’exercice fiscal 2026, contre 35 milliards de dollars en 2022. Le montant a ainsi plus que triplé en quatre ans.

En ajoutant les financements directement apportés par le Groupe de la Banque mondiale, le volume total des financements et des capitaux mobilisés dans les économies en développement a dépassé 200 milliards de dollars en 2026.

Pour la Banque mondiale, cette progression intervient après trois années de transformations destinées à faciliter les opérations avec le secteur privé. L'institution explique avoir cherché à simplifier ses procédures, à accélérer ses interventions et à rapprocher davantage ses activités publiques et privées.

Cette nouvelle organisation prévoit notamment un point de contact unique dans chaque pays pour les activités relevant des secteurs public et privé, ainsi que l’élaboration de stratégies intégrées adaptées aux besoins et aux priorités de développement de chaque économie.

L’Afrique passe de 9 à 22 milliards de dollars

La progression des capitaux privés mobilisés varie selon les catégories d’économies.

Dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, le montant est passé de 14 milliards de dollars en 2022 à 37 milliards en 2026, soit près du triple. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, il a progressé de 12 à 50 milliards de dollars, soit plus de quatre fois le niveau de 2022.

Les pays à faible revenu constituent cependant une exception. Dans ces économies où les conditions d’investissement privé restent particulièrement difficiles, le montant mobilisé est demeuré autour de 3 milliards de dollars.

En Afrique, la progression est particulièrement importante. Le Groupe de la Banque mondiale indique que les capitaux privés mobilisés sont passés d’environ 9 milliards de dollars en 2022 à 22 milliards en 2026, soit une augmentation proche de 150 %.

Ces chiffres concernent la mobilisation de capitaux privés (Private Capital Mobilization, PCM) par le Groupe de la Banque mondiale. Ils ne correspondent donc pas à 22 milliards de dollars de nouveaux investissements directement financés par la Banque mondiale en Afrique, mais aux capitaux privés qu'elle a contribué à mobiliser autour de ses opérations.

Le « Private Sector Investment Lab » au cœur de la démarche

La Banque mondiale attribue cette évolution à plusieurs changements institutionnels, mais également au travail du Private Sector Investment Lab, une initiative réunissant le Groupe de la Banque mondiale et des dirigeants de grandes institutions privées.

Créé pour identifier les obstacles qui limitent les investissements privés dans les marchés émergents et les économies en développement, le laboratoire travaille notamment sur l'amélioration de l'environnement réglementaire, la réduction des risques, les garanties, le financement en monnaie locale, les instruments de fonds propres et les mécanismes permettant aux investisseurs institutionnels d'intervenir à plus grande échelle.

L'objectif est de rendre davantage de projets « bancables » et de réduire certains des risques qui peuvent décourager les investisseurs privés d'intervenir dans les économies en développement.

Plus de 25 milliards de dollars de garanties

Les garanties constituent également l'un des principaux instruments utilisés pour attirer le capital privé.

Selon le communiqué du 17 septembre, le Groupe de la Banque mondiale a émis plus de 25 milliards de dollars de garanties en 2026. Ce montant dépasse l'objectif annuel de 20 milliards de dollars que le Groupe s'était fixé pour 2030, soit quatre ans avant l'échéance initialement prévue.

Cette progression est notamment portée par la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale, créée en 2024. Elle vise à simplifier l'accès aux différents produits de garantie proposés par les institutions composant le Groupe.

Le recours aux garanties permet de réduire certains risques associés aux investissements et peut ainsi faciliter l'entrée de capitaux privés dans des marchés ou des secteurs où les investisseurs peuvent considérer les risques comme élevés.

Cinq secteurs ciblés pour créer des emplois

La mobilisation de capitaux privés est directement liée à la priorité donnée par le Groupe de la Banque mondiale à la création d'emplois.

Selon l'institution, 1,2 milliard de jeunes atteindront l’âge de travailler dans les économies en développement au cours des 10 à 15 prochaines années, alors qu’environ 420 millions d’emplois seulement devraient être créés sur la même période. La Banque mondiale souligne par ailleurs que le secteur privé représente environ neuf emplois sur dix dans ces économies.

Face à cette situation, le Groupe articule sa stratégie autour de trois leviers : investir dans les infrastructures humaines et physiques, améliorer l’environnement réglementaire des entreprises et permettre au secteur privé de développer ses activités.

Cinq secteurs sont particulièrement ciblés : les infrastructures et l’énergie, l’agro-industrie, la santé, le tourisme et l’industrie manufacturière à valeur ajoutée.

Au cours de l’exercice 2026, ces secteurs ont représenté 55 % du financement total, en additionnant les ressources propres du Groupe et les capitaux privés mobilisés.

Cette priorité donnée à l’emploi s’inscrit dans une stratégie engagée depuis plusieurs années. La Banque mondiale avait déjà identifié le décalage entre l’arrivée de 1,2 milliard de jeunes sur le marché du travail et les quelque 420 millions d’emplois projetés comme l’un des principaux défis économiques du Global South.

Attirer davantage les investisseurs institutionnels

Le Groupe de la Banque mondiale veut désormais aller plus loin en élargissant la base des investisseurs susceptibles de participer au financement des économies en développement.

C’est dans cette perspective qu’il développe le modèle « originate-to-distribute » (O2D). Le principe consiste notamment à structurer des investissements et à les transformer en produits pouvant être distribués à un éventail plus large d’investisseurs institutionnels.

Une première illustration de cette approche est fournie par les opérations de titrisation réalisées par la Société financière internationale (IFC). En septembre 2025, l’IFC avait conclu une première opération de 510 millions de dollars, destinée à créer une nouvelle voie d’accès des investisseurs institutionnels aux actifs des marchés émergents.

Une deuxième opération, annoncée en juin 2026, a porté sur 509 millions de dollars et regroupait 62 prêts accordés par l’IFC. Les deux opérations représentent ensemble plus d’un milliard de dollars de titres émis.

L’idée est de permettre aux fonds de pension, compagnies d’assurance, gestionnaires d’actifs et autres investisseurs institutionnels d’accéder plus facilement à des actifs des marchés émergents, tout en permettant au Groupe de la Banque mondiale de recycler une partie de ses propres ressources.

Un changement dans le financement du développement

Avec ces mécanismes, le Groupe de la Banque mondiale cherche donc à faire évoluer son modèle de financement : ses propres ressources doivent servir davantage de levier pour attirer des capitaux privés supplémentaires.

Le résultat enregistré en 2026 constitue un indicateur important de cette orientation. En quatre ans, les capitaux privés mobilisés sont passés de 35 à 112 milliards de dollars, tandis que le montant mobilisé en Afrique est passé d’environ 9 à 22 milliards de dollars.

Mais ces chiffres doivent être interprétés comme des capitaux privés mobilisés grâce aux interventions du Groupe, et non comme des financements directement versés par la Banque mondiale.

Pour l’institution, l’enjeu des prochaines années sera désormais de poursuivre cette mobilisation, d’élargir le nombre d’investisseurs et de diriger davantage de capitaux vers les économies où les besoins en infrastructures, en entreprises et en emplois restent importants.

PUBLICITÉ

